

SELON L'ASSOCIATION NATIONALE DES CONSTRUCTEURS ITALIENS

# 3 500 entreprises italiennes prêtes à travailler en Algérie

«L'Association nationale des constructeurs italiens (ANCE) met à la disposition de l'Algérie 3 500 entreprises spécialisées dans différents domaines pour la réalisation de tous les projets dont elle a besoin.» C'est ce qu'a soutenu, hier, à Alger, Antonio Lombardi, président de cette association.

Salima Akkouché – Alger (Le Soir) – Présente depuis hier à Alger, l'Association nationale des constructeurs italiens est accompagnée d'une délégation regroupant 18 entreprises. Objectif : concrétiser des partenariats dans la réalisation de projets de construction de bâtiments. «Il y a une forte demande pour la réalisation de logements en Algérie mais il n'y a pas beaucoup d'entreprises pour accompagner ces réalisations», a indiqué Antonio Lombardi, président de l'ANCE, qui a précisé qu'avec «leurs expériences et leurs technologies dans le domaine du préfabriqué, les entreprises italiennes vont réaliser des projets de qualité dans des délais très

courts». Selon Tamda Mohamed, gérant de l'entreprise Geco méditerranéenne Algérie, les entreprises italiennes sont en train de négocier, dans un cadre de partenariat, pour la réalisation de 100 000 logements en Algérie.

Cependant, le bâtiment n'est pas le seul secteur convoité par les Italiens. Ils ambitionnent d'investir également dans l'hôtellerie, la réalisation d'autoroutes, de complexes touristiques, la menuiserie, la production de bitume ou l'hydraulique.

Selon M. Lombardi, 3 500 entreprises spécialisées dans différents domaines sont prêtes pour réaliser «tout ce dont l'Algérie a besoin». La présence des entreprises italiennes



Photo : Samir Sid

en Algérie, rappelle le président de l'ANCE, rentre dans un cadre de partenariat économique entre les deux

pays dont les échanges commerciaux sont déjà très importants.

Selon M. Lombardi, l'Italie impor-

te du gaz en Algérie pour une enveloppe annuelle de l'ordre de 10 milliards d'euros. De son côté, l'Algérie importe annuellement l'équivalent de 4 milliards d'euros en produits italiens.

En décembre dernier, l'ANCE a signé un protocole d'accord avec le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme pour un programme commun de réalisation de logements dans le cadre de sociétés mixtes. L'accord prévoit la participation des entreprises italiennes, en partenariat avec les entreprises algériennes pour la construction de différents logements programmés dans le quinquennat 2010/2014. Aussi, une usine italienne de construction de logements préfabriqués, d'une capacité de 2 000 unités par an, est en cours de réalisation. L'ANCE prévoit, durant son séjour, de rencontrer plusieurs banques pour s'informer du système bancaire et des procédures financières.

S. A.

## VISITE DU MINISTRE ESPAGNOL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES JOSLATE

MANUEL GARCIA MARGALLO À ORAN :

### «Nous voulons vendre l'image de l'Espagne de 2013»

Prenant part, hier, à la clôture du Forum d'affaires algéro-espagnol organisé à Oran par le consulat général d'Espagne à Oran, en collaboration avec l'Office économique et commercial d'Alger, «la Casa Mediterráneo» et la wilaya d'Oran sous le slogan «Algérie, un marché d'opportunités près de l'Espagne», Joslate Manuel Garcia Margallo, ministre espagnol des Affaires étrangères, a indiqué, lors de son intervention, que son déplacement à Oran était une première sortie hors Europe, tout en affirmant que la marque espagnole n'est pas un concept nouveau. Il insistera sur la nécessité d'une confiance mutuelle entre les partenaires algériens et espagnols à même d'attirer des financements et des investissements, en favorisant l'exportation des produits et des services.

L'Espagne, dit-il, «est un pays où il fait bon y vivre pour des vacances avec pas moins de 25 millions de visiteurs l'an passé, ou encore pour prendre sa retraite. Nous sommes le premier pays exportateur d'huile d'olive, le premier dans le domaine des énergies renouvelables, le 3<sup>e</sup> meilleur pays avec notre système de santé...» Autant dire que le ministre des Affaires étrangères a mis en relief tout le potentiel espagnol, lui ouvrant la voie à bon nombre d'investissements en Algérie particulièrement et ailleurs de manière générale. Abordant le Dialogue des 5+5, un cadre de rencontre entre pays du Bassin méditerranéen, il dira que son pays est un membre actif, qui espère la participation au prochain forum de tous les pays concernés, y compris la Palestine.

Pour information, ce forum d'affaires algéro-espagnol est une manifestation économique ayant regroupé cette année 200 entrepreneurs et des représentants des entreprises de différents secteurs des deux pays en quête de partenariats.

Le but étant de promouvoir le partenariat entre les entreprises algériennes et espagnoles dans différents secteurs du BTPH, la promotion immobilière, l'industrie et les services.

Durant ce forum, il était surtout question d'aborder ce qu'on qualifie de clefs de l'investissement productif en Algérie : cadres légal, juridique et économique, faciliter l'identification de projets d'investissement publics et privés et promouvoir les relations entre les entreprises algériennes et espagnoles privées.

Amel Bentolba

## GRÈVE DES OUVRIERS ALGÉRIENS DU TRANSRHUMEL

### Andrade introduit une action en justice contre la section syndicale

*La grève ouverte déclenchée dimanche dernier par les travailleurs algériens de l'entreprise brésilienne Andrade-Gutierrez AD, chargée de la réalisation du Transrhumel, se poursuit. Une action en justice pour l'arrêt de la grève, qualifiée par AD d'«illégal» a été introduite en référé avant-hier par la direction de l'entreprise, au niveau de la chambre administrative de la cour de Constantine.*

Rien ne va plus entre le syndicat des travailleurs algériens et l'entreprise brésilienne Andrade-Gutierrez. Le conflit opposant cette

dernière au partenaire social persiste, semble-t-il et risque de s'aggraver notamment dans les prochaines heures surtout après l'action en justice introduite par l'entreprise. Les 380 grévistes qui entament leur quatrième journée de protestation sont décidés à aller jusqu'au bout pour que leurs revendications soient satisfaites et ne comptent pas, affirment-ils «renoncer» à leurs droits, «bafoués» par AD, assurent-ils. Le constructeur brésilien Andrade-Gutierrez, «intransigeant» sur la question des modalités de calcul de l'indemnité de licenciement, a fait appel à la justice pour déclarer la grève illégale. Selon les syndicalistes, l'entreprise a

accusé la section syndicale d'avoir «perturbé» les travaux et empêché les responsables d'accéder à la base de vie sise à Bardo. Aussi, qualifiant le débrayage d'«infondé», l'entreprise de construction a estimé que ce mouvement coûte quotidiennement à AD une perte sèche de 78 000 euros soit 800 millions de centimes par jour. Pour rappel, ce mouvement est motivé, selon les syndicalistes, par «le refus» de la direction d'AD d'appliquer les termes de la convention collective signée en 2009 entre les deux partenaires notamment pour ce qui est du «calcul de l'indemnité de licenciement».

Farid Benzaid

## FONCIER INDUSTRIEL

### Le FCE suggère l'exploitation des terres habous et des wakfs

*Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) a organisé hier en son siège à Chéraga, une conférence ayant pour thème l'«évaluation du dispositif régissant le foncier industriel».*

Le conférencier intervenant à l'occasion, a recommandé l'utilisation des terres habous et des wakfs pour pallier le manque de terrains éligibles à l'accueil des projets industriels. Il a également suggéré, afin de dissuader les faux acquéreurs, l'instauration d'une taxe sur le foncier industriel aux mains des privés et qui n'est pas exploité, comme c'est le cas pour le foncier agricole. Selon ce conférencier, le problème du foncier en Algérie relève plutôt de l'approche non économique adoptée par les institutions qui le gèrent. «Ce n'est pas un problème de gestion mais un problème économique qui nécessite des solutions économiques», a-t-il souligné. Il a ajouté que jusqu'ici, l'administration n'a jamais associé les opérateurs économiques à l'élaboration des textes réglementaires régissant le foncier industriel, ce qui engendre, selon ses dires, des difficultés de leur application sur le terrain. «A peine 10 % des porteurs de projets ont les moyens d'acheter des terrains pour les besoins de leurs investissements», a-t-il précisé. Et de relativiser : «Il serait faux cependant de dire que l'Etat a focalisé de manière exclusive sur un traitement administratif du problème foncier. Il a fait une tentative d'élargissement de l'offre foncière et

institué la transparence dans un domaine particulièrement opaque.» Il s'agit du mode de mise à disposition du foncier au profit des investisseurs qui vise à lutter contre les détournements et la spéculation. Un objectif ayant conduit à l'adoption de la concession comme seul mode possible. Même s'il «handicape les démarches bancaires en vue du financement de nombreux projets». Il convient enfin de signaler que

l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIREF) a estimé la demande du foncier industriel à 6 400 hectares au moment où l'offre ne dépasse pas les 3 550 hectares, soit un déficit de l'ordre de 2 900 hectares. L'administration comme les opérateurs économiques s'accordent sur le fait que le foncier est un obstacle à l'investissement.

L. H.

## PRINTEMPS ARABES

### Pas d'impact sur les systèmes financiers

Le secrétaire général de l'Union des banques arabes, Wissam Fatouh, a affirmé que les événements qui ont touché les pays arabes n'ont eu aucun effet sur les systèmes financiers arabes. Il en veut pour preuve, le taux de croissance qui a atteint 8% dans la même sphère. «Contrairement au secteur du tourisme, celui des finances n'a pas été affecté par les événements qu'ont connus plusieurs pays du monde arabe. Hormis la Syrie, tous les pays arabes ont enregistré un taux de croissance», a-t-il précisé, hier, à Alger. Il cite ainsi le Qatar avec un taux de croissance de 17%, le Liban avec 9% et l'Algérie avec 8%. Selon lui, les dépôts du secteur financier dans le monde arabe ont atteint 1 600 milliards de dollars à la fin de l'année 2012, soit 65% du volume du produit intérieur brut global. Le financier déplore, néanmoins, l'«insignifiance» des investissements concernant les PME qui ne dépassent pas les 10% dans le monde arabe. Il a ainsi plaidé pour les crédits productifs au lieu des crédits à la consommation. «Les crédits productifs interviennent directement dans la croissance économique et sociale et créent des postes d'emploi», dit-il.

S'agissant du piratage électronique, le SG de l'Union des banques arabes, a indiqué que, certes, de grandes opérations de piratage et de transferts électroniques de fonds ont été enregistrées. «Nous avons enregistré 45 millions de dollars de retrait frauduleux par cartes magnétiques et 16 milliards de dollars de transferts électroniques de fonds», a-t-il encore précisé. Ceci outre les opérations d'espionnage de comptes bancaires recensées.

Rym Nasri